

## **CHSCT-M du mercredi 11 juillet 2012**

### **Déclaration liminaire FO Finances**

Ce CHSCT-M se tient dans le contexte particulier d'après élections présidentielles et législatives, avec la mise en place d'un nouveau gouvernement et de nouveaux Ministres à Bercy.

La Fédération des **Finances FO** a été reçue le 26 juin dernier par les nouveaux Ministres Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et Jérôme Cahuzac, Ministre délégué en charge du Budget. Lors de cette première prise de contact, **FO Finances** a abordé tous les grands thèmes d'actualité et a présenté ses revendications notamment celles de la Santé Sécurité au Travail.

**FO Finances** a rappelé aux Ministres qu'elle a toujours condamné la logique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui s'est même traduite dans nos Ministères depuis cinq ans par le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois.

Le projet gouvernemental de créer des emplois publics dans les seuls Ministères jugés prioritaires, de l'Éducation Nationale, de l'Intérieur et de la Justice, suscite l'incompréhension et l'inquiétude des agents des Ministères Economique et Financier.

Avec plus de 20 000 suppressions en dix ans, nos Ministères ont toujours fait partie de ceux qui ont été les plus ponctionnés alors que dans le même temps, les agents ont du subir une accumulation de réformes, de restructurations sur lesquelles aucune évaluation, ni bilan contradictoire n'ont jamais été faits.

Pour **FO Finances**, un État qui sacrifie les emplois publics dans les domaines de la fiscalité, du recouvrement de l'impôt, de la protection de l'économie, du consommateur, de l'aide aux entreprises et à l'industrie, est un État qui s'affaiblit et qui ne se donne pas les moyens d'une politique de croissance.

C'est la raison pour laquelle **FO Finances** refuse toute politique qui considère les missions régaliennes fiscales, économiques, et industrielles comme « non prioritaires ». A l'heure où la disparition des services publics, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, a été très fermement condamnée par les citoyens, il ne saurait être question pour **FO Finances** d'accepter sous une forme ou une autre de nouvelles suppressions d'emplois.

D'autant que pour les directions, l'insupportable, en la matière, a été atteint depuis bien longtemps. Aussi, l'annonce du Premier Ministre de **supprimer 2,5% des emplois**, soit environ 12 000 suppressions, dans nos Ministères, pendant les trois prochaines années, cumulées à une **baisse des crédits de fonctionnement et d'intervention de 7%** sont, pour **FO Finances** inacceptables.

Les restructurations permanentes, conjuguées aux suppressions d'emplois et la course effrénée à la performance avec des objectifs matériellement et humainement impossibles à atteindre ont eu pour conséquence **une détérioration des conditions de travail**. Ce constat est et a été, largement mis en évidence dans les rapports des Médecins de Prévention, des ISST, des Ergonomes et à chaque nouvelle enquête de l'Observatoire Interne. Dans cette dernière, les indicateurs sur le stress au travail ne cessent de progresser et la cellule de lutte contre les discriminations est régulièrement interpellée sur des cas de détresse. Sans parler des cas les plus désespérés, jamais le nombre d'arrêts maladie pour cause de dépression n'a été aussi élevé et nombre d'agents arrive sur leur lieu de travail avec la « peur au ventre » !

Tous ces signaux auraient du alerter nos interlocuteurs ministériels, et ce n'est pas le CTPM du 3 octobre 2011 qui aura permis de répondre aux attentes des personnels.

Bien au contraire, le refus opposé systématiquement à toute pause dans les suppressions d'emplois et les réformes en cours, tel que Chorus, démontre l'obstination des Ministres de Bercy à ne pas reconnaître le problème qui a pourtant eu des conséquences humaines désastreuses ces derniers mois.

**FO Finances** continue d'exiger l'arrêt immédiat des plans pluriannuels de suppressions d'emplois, des décisions concrètes d'actions portant sur l'organisation du travail, les modes de management, les missions, les moyens, l'encadrement, la qualité du travail, ainsi que le renforcement des prérogatives et des moyens des acteurs préventeurs avec notamment, le recrutement de Médecins de Prévention dans les 10 départements qui en sont dépourvus et dans les départements insuffisamment pourvus ; le recrutement d'Inspecteurs Santé Sécurité au Travail supplémentaires, la reconnaissance des sites amiantés dont le Tripode, des moyens supplémentaires à allouer au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

Au regard des préoccupations et des attentes des personnels, **FO Finances** n'admettra pas une atteinte aux crédits ministériels et aux moyens alloués à la Santé Sécurité au Travail qui doivent demeurer **une priorité budgétaire** et être à la hauteur des attentes des personnels et des engagements pris.

**FO Finances** a été attentive aux propos présidentiels tenus ces dernières semaines et pense que l'austérité ne peut pas être une réponse à la crise économique. Malheureusement, pour **FO Finances** rien n'indique à travers les premières annonces gouvernementales que cette orientation s'appliquera aux personnels des Ministères de Bercy.

**FO Finances** mettra tout en œuvre, dans les prochaines semaines pour combattre la politique d'austérité à laquelle se résignent nos nouveaux interlocuteurs ministériels afin que la politique ministérielle Santé Sécurité au Travail et le réseau des acteurs de prévention de nos Ministères soient consolidés et renforcés dans l'intérêt des agents.

